

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquants	7
05 Actualités du RAEMH et du réseau Caritas	9



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Bilan 2024 : En 2024, FRONTEX constate une [baisse de 38% du nombre de franchissements irréguliers des frontières de l'UE par rapport à 2023](#), et explique cette diminution par des passages plus rares sur les routes des Balkans et de la Méditerranée centrale. Ainsi, en **Italie**, le HCR a constaté une [baisse de 58 % du nombre d'arrivées](#), qui s'explique par l'externalisation accrue de la gestion des frontières par les pays de transit comme la Libye et la Tunisie. Pour autant, [les estimations de Frontex sont parfois à nuancer et à contraster](#). D'une part, il convient de distinguer « détection » et franchissements réels de frontières. D'autre part, il faut tenir compte des personnes bloquées dans les pays de transit (il n'y a pas une baisse des départs des pays d'origine).

Sur d'autres routes, les statistiques sont en hausse : les **Canaries** ont enregistré une hausse de 18% des arrivées (près de 47.000), chiffre le plus élevé depuis que Frontex collecte des données (depuis 2009). Aux **Baléares**, les chiffres sont moins importants mais ont triplé depuis 2023 (6000 arrivées en 2024). Le nombre de personnes migrantes a par ailleurs "triplé" aux frontières terrestres orientales de l'UE, notamment à celle entre la Pologne et la Biélorussie. En **Méditerranée orientale** (Libye vers la Grèce), les tentatives de traversée ont également augmenté (69.400 en 2024). Dans la **Manche** également, le nombre de personnes arrivées a bondi de 25% (près de 37.000 en 2024).

Maroc : selon les autorités, près de [80.000 personnes auraient été « bloquées »](#) dans leur passage vers l'Europe en 2024, soit une hausse de 4,6% en comparaison avec 2023. Parmi ces personnes, 58 % sont originaires d'Afrique de

l'Ouest, 12 % d'Afrique du Nord, 9 % d'Afrique de l'Est et du Centre.

Canaries/Pakistan : à l'image d'un naufrage au large des Canaries qui a coûté la vie à 50 personnes, dont de nombreux ressortissants du Pakistan, une [nouvelle route asiatique](#) semble être en train de se dessiner. Des témoins relatent avoir payé jusqu'à 16.000 € pour un voyage par les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et le Sénégal, avant d'embarquer sur des bateaux à partir de la Mauritanie.

Libye : selon le HCR, entre [400 et 500 ressortissant.e.s soudanais.e.s franchissent quotidiennement la frontière](#) vers le pays voisin portant à 210.000 le nombre de réfugié.e.s en Libye.

Par ailleurs le [rapport « Expulsion et vente de migrants de la Tunisie vers la Libye »](#), présenté au Parlement européen fin janvier, a permis d'établir les rouages d'un sombre business entre les deux pays. Les "ventes" de personnes migrantes perpétrées à la frontière servent en quelque sorte de base à une seconde transaction opérée plus tard par les geôliers libyens : celle de la [rançon demandée aux familles des prisonniers](#). Pour sa part, l'Italie, qui collabore étroitement avec les autorités libyennes a [récemment confirmé le renforcement de cette coopération sur le plan migratoire](#).

Burkina Faso : L'ONU décompte [243.000 réfugié.e.s burkinabés](#), qui cherchent à échapper, pour une part, aux djihadistes, et pour les autres aux représailles de l'armée et de la milice des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), qui sert de supplétifs aux militaires.

Les deux camps ont causé la mort de près de 28.000 personnes depuis 2016, selon l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled). La communauté peulh est particulièrement visée, par les djihadistes pour leurs recrutements et par leurs ennemis pour les représailles.

XIème Journée mondiale contre la traite, 8 février : à cette occasion, [le Pape François, qui recevait une délégation du réseau "Talitha Kum"](#), a exhorté à ne pas s'habituer à l'injustice, à « *éliminer la tentation de penser que certains phénomènes ne peuvent pas être vaincus* ». Près de 50 millions de personnes seraient victimes d'une forme d'esclavage moderne dans le monde, dont plus de 12 millions d'enfants. Cette tendance est à la hausse.

Royaume Uni : un jeu de [télé-réalité, "Go back to where you came from"](#), crée la polémique, mettant en scène six candidats qui doivent se

mettre dans la peau de personnes migrantes tentant de rejoindre l'Europe. Le but est d'expérimenter le quotidien des exilés qui viennent demander l'asile au Royaume-Uni.



- **Actualités périodiques** par région par le Mixed Migration Center (MMC) - 4^{ème} trimestre 2024 : [Afrique de l'Ouest](#), [Afrique du Nord](#), [Europe](#).
- **Catalogue** des [publications annuelles du Mixed Migration Center](#), habituellement relayées dans ce fil d'actualité.
- **Infographie** du MMC « [Comprendre le rôle des passeurs le long des routes migratoires mixtes au Sahel central - Burkina Faso, Mali, Niger](#) »

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Tunisie/UE: la commission européenne a annoncé une [révision en profondeur de ses méthodes de paiement à la Tunisie](#), posant des conditions concrètes, liées notamment au respect des droits humains. Fin février, le [Haut-Commissariat aux droits de l'homme avait dénoncé la « persécution » des opposants dans le pays](#) et appelé les autorités « à respecter le droit à la liberté d'opinion et d'expression ».

Espagne/Maroc/Egypte : nouveaux accords entre l'Espagne et des pays de « transit ». Une nouvelle [enveloppe de 2,5 millions d'euros a été allouée au Maroc](#), afin de permettre l'acquisition de matériels de surveillance et de transport. Avec [l'Égypte](#), c'est un partenariat à l'image de ceux signés récemment avec le Sénégal, Mauritanie, et Gambie, favorisant la migration circulaire (par le travail).

UE: Malgré les demandes de plus de transparence par des députés européens et [la société civile](#), la [plupart des plans nationaux pour assurer la mise en œuvre du Pacte européen asile et migration sont tenus secrets](#) ou n'ont parfois par été remis par les pays membres. La [Pologne](#) annonce d'entrée de jeu qu'elle ne le mettra pas en œuvre. Pour le moment, la Commission européenne n'a pas annoncé de poursuites.



[Rapport annuel 2024 de Human Right Watch](#) dont une grande partie dédiée à l'UE se concentre sur les questions migratoires, notamment les politiques de relocalisation/délocalisation

Surveillance, refoulement

Côte d'Ivoire: démantèlement d'un [vaste réseau d'escroquerie en ligne ayant piégé de jeunes ivoiriens](#) tentés par la migration vers l'Europe, qui étaient en réalité rapidement séquestrés au Nigeria ou au Ghana. Sur place, ils

étaient contraints d'extorquer leurs proches et d'enrôler d'autres jeunes dans la même aventure.

Mauritanie/Canaries: démantèlement, par une opération conjointe entre l'Espagne et la Mauritanie, d'un [réseau de trafiquants](#) qui organisaient des départs vers les Canaries depuis la Mauritanie après une première étape à Laâyoune, pour 15.000€. Outre les conditions de voyage précaires, des témoins ont fait état de violences physiques et d'actes d'intimidation.

France : annonce d'un [nouveau plan de lutte contre les passeurs](#), incluant la création d'une cellule de renseignements conjointe entre les services de divers ministères ainsi que le déploiement de nouvelles technologies pour identifier et pister ces réseaux. Selon l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim), [plus de 4 000 passeurs ont été interpellés](#) en France en 2024. La majorité ferait partie de réseaux structurés, mais il y a aussi des personnes isolées.

Royaume Uni : pour lutter contre les arrivés via la Manche, le gouvernement britannique a annoncé des [sanctions financières à l'encontre des passeurs](#) (gel des avoirs). Pourtant, la majorité d'entre eux utilise un système informel basé sur l'argent liquide.

Grèce: pour la première fois, la Grèce a été [condamnée par la Cour européenne de justice pour refoulement](#) illégal. D'autres affaires similaires avaient été menées en justice, mais c'est la première fois que suffisamment de preuve sont réunies pour démontrer le refoulement.

IA: la tenue d'un sommet sur l'intelligence artificielle débuté février à Paris a été l'occasion de [constater les conséquences de l'usage de ces technologies pour les personnes exilées](#): détecteur d'émotions pour identifier les mensonges dans un récit, détecteur d'accent pour déterminer l'origine d'une personne, analyse des messages, photos, géolocalisations d'un smartphone pour vérifier une identité... L'accès aux données personnelles est ici un enjeu de taille. Pour rappel, si l'attirail juridique pour la protection des données en Europe est en principe basé sur le consentement, lorsqu'une personne pose le pied sur le sol européen, ses empreintes sont collectées, qu'elle soit d'accord ou non.



Rapport sur la militarisation des frontières: [« Militarisation, nécro technologie et violation des droits aux frontières européennes. Entreprises, technologies et institutions d'armement et de sécurité développant des technologies de contrôle des migrations dans l'UE »](#)



Rapport [Poussés, battus, laissés à mort - Le rapport européen sur les refoulements en 2024](#) analyse les données sur les refoulements des États membres de l'UE vers des pays tiers en 2024, soulignant les violations continues du droit international et européen et rappelant que les "pushbacks" sont devenus "une pratique systématique dans le cadre de la politique migratoire de l'UE",

Disparitions, sauvetages

Caraïbes : Fin janvier, [19 corps retrouvés dans un canot par les autorités de Saint-Kitts-et-Nevis](#), dans les Caraïbes. Les documents d'identification retrouvés laisse penser que la pirogue avait quitté les côtes ouest-africaines dans l'espoir de rejoindre les Canaries.

Espagne: le rapport annuel de [l'ONG Caminando Fronteras](#) vient rappeler que 500 personnes sont mortes sur la route migratoire de l'Algérie vers les **Baléares** ou les côtes méditerranéennes de la péninsule. Ces dernières années, [les itinéraires de traversées de cette route se sont progressivement déplacés vers l'Est](#), moins surveillé mais plus dangereux.

Aux **Canaries**, les équipes de sauvetage alertent qu'il n'y a plus de périodes creuses/pleines pour les traversées, ce qui mène à la saturation des services de surveillance et sauvetage: *« Nous sommes entrés dans une nouvelle phase: [il n'y a plus de 'saisons' migratoires](#) ».*

Manche : lancement d'une [commission d'enquête sur le naufrage du 24 novembre 2021](#) qui avait coûté la vie à 31 personnes, le plus mortifère sur cette route migratoire. Depuis, de multiples enquêtes médiatiques et judiciaires ont révélé de graves dysfonctionnements des secours ce soir-là.

Grèce: un [rapport du médiateur de la république accable les garde-côtes grecs dans le cadre du naufrage de Pylos](#), qui a fait 500 morts en juin 2023. Les garde-côtes, qui ont refusé de mettre en place une enquête interne, ont été accusés à plusieurs reprises de [travestir les faits](#).

UE: [amendement de la directive de 2002 visant à « lutter contre le trafic des migrants »](#), qui permettra à chaque Etat membre de décider librement de la peine applicable en cas de trafic ou de collaboration avec des trafiquants, offrant ainsi la possibilité de mettre sur le même plan le passager d'un « cayuco » placé à la barre et le véritable passeur. Aussi, la [« clause humanitaire »](#) (qui protégerait les opérations de sauvetage et autres actions de solidarité envers les personnes migrantes), réclamée depuis des années par les ONG, a été mentionnée de façon très nuancée, laissant libre choix aux Etats.

Libye: Après la découverte d'au moins 93 corps, enterrés dans des [fosses communes dans le désert libyen](#), une trentaine d'organisations internationales ont [appelé au "gel des financements" de l'UE à la Libye](#). Une enquête a permis d'identifier l'existence d'une [« bande dont les membres séquestraient des migrants irréguliers, les torturaient et les soumettaient à des traitements cruels, dégradants et inhumains »](#). En janvier, la mission de l'ONU en Libye avait exprimé son inquiétude face à des [images circulant sur les réseaux sociaux et dévoilant "des](#)

[tortures et des mauvais traitements](#) infligés à des détenus dans le centre de détention de Gernada, dans l'est du pays.

Par ailleurs la [libération par l'Italie de Osama Najim, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour Pénal Internationale \(CPI\)](#), pour crime contre l'humanité et crime de guerre en Libye, a généré une très forte polémique. Le [Tribunal des ministres italien](#), chargé d'enquêter sur les membres du gouvernement, enquête sur les plaintes pénales déposées par deux victimes présumées, et la [CPI a demandé à l'Italie de répondre dans un délai de 30 jours](#), suite à son refus d'extrader le général libyen.

Chaque 6 février, à travers des **« Commémorations »**, des organisations rendent hommage à travers le monde aux victimes du drame du Tarajal (6 février 2014, frontière hispano marocaine) et à toutes les personnes décédées et disparues aux frontières.

Cette occasion permet notamment de [mettre en lumière des initiatives visant à mieux identifier les personnes disparues](#), comme [l'Action pour l'identification des migrants victimes de catastrophes](#) (MDVI), qui cherche à élargir les outils et l'expertise disponibles.

[EuromedRights a publié une cartographie](#) des organisations et institutions travaillant sur les questions liées à la disparition des migrants dans l'espace euro-méditerranéen.

Expulsions / retours / relocalisation

EXPULSION / Tunisie: discussions autour d'un [projet de loi qui permettrait l'expulsion des personnes en situation irrégulière vers leur pays d'origine](#), dans un contexte de montée du sentiment anti-migrants et de propagation de théories de complot xénophobes.

EXPULSION / Niger : [record d'expulsions depuis l'Algérie en 2024](#), selon l'ONG Alarm Phone, qui décompte plus de 30.000 personnes expulsées et dénonce aussi les violences exercées à leur encontre. A Agadez, dans le nord du pays, [les réfugiés et demandeurs d'asile manifestent pour réclamer leur réinstallation](#) dans d'autres pays, rappelant leurs conditions de vie difficiles au Niger. Le HCR reconnaît que la baisse des financements internationaux affecte la mobilisation de ressources et rappelle aussi la baisse du nombre de places pour la réinstallation. Par ailleurs, depuis la crise sanitaire liée au Covid-19, les transferts vers les pays d'origine ont été considérablement ralentis. Le centre abrite 1.900

personnes, généralement expulsées d'Algérie, majoritairement des Soudanais, Centrafricains, Ethiopiens, Erythréens.

RETOUR / UE: dans le cadre de la réforme de la directive « retour » en préparation, dont la [ligne directrice est l'intensification des expulsions](#), la Commission européenne envisage d'étendre le modèle des [« centres de retour » à l'extérieure des frontières de l'UE](#), à l'image de ce qui est [actuellement expérimenté par l'Italie en Albanie](#), où sont retenus des demandeurs d'asile, en attente de leur expulsion en cas de refus de leur demande.

RETOUR /Tunisie: Selon les autorités tunisiennes, [7.250 personnes originaires d'Afrique subsaharienne ont bénéficié du programme de "retour volontaire"](#) de l'OIM en 2024, contre un peu plus de 2.250 en 2023 (hausse constante depuis ces dernières années).

[le départ « volontaire » de près de 7.000 personnes](#), un chiffre en hausse mais qui reste plus faible que d'autres voisins européens (plus de 26.500 par l'Allemagne).

RETOUR / France: En 2024, l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) a supervisé

Détention / enfermement

Italie: hausse inquiétante du nombre de [suicides d'exilé.e.s tunisien.ne.s dans les prisons italiennes](#) (10 en 2024). Des associations dénoncent depuis des années les mauvais traitements que subissent les ressortissant.e.s tunisien.ne.s dans les centres de détention administrative et les prisons italiennes.

03 | Accueil, protection, intégration

Premier accueil

Canaries: un [hôpital d'urgence](#) dédié à la prise en charge des personnes exilées arrivées par la mer, va être construit sur la petite île de El Hierro (principal point d'arrivée total sur l'archipel, près de 50% du).

France: à Calais, ville de départ pour les exilé.e.s qui souhaitent partir au Royaume Uni, [Médecins Sans Frontières loue désormais des chambres d'hôtel pour pallier au manque d'hébergements](#)

mis à disposition par l'Etat pour les personnes les plus vulnérables.

Selon une [enquête menée par le HCR pour mieux comprendre les profils, parcours, et besoins des personnes réfugiées et migrantes à Calais](#) (collaboration du Secours Catholique), de nombreuses personnes, éligibles à la protection internationale, n'en font pas la demande, faute d'information.

Asile, Séjour

France : [nouvelle circulaire qui vient durcir les conditions d'accès à la régularisation administrative](#) et qui confirme la ligne « dure » du nouveau gouvernement sur la question migratoire. Elle prévoit notamment d'apporter la preuve d'une présence d'au moins 7 ans en France, contre cinq ou trois ans auparavant ; de fournir une preuve avancée de maîtrise du français (la précédente circulaire demandait simplement une maîtrise orale de la langue française), et en cas de refus de la demande de régularisation, la préfecture devra systématiquement délivrer une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). Dans la foulée, le Sénat a adopté une proposition de loi visant [à interdire le mariage des personnes en situation irrégulière](#). Aussi, le gouvernement a annoncé son soutien au [rétablissement du délit de séjour irrégulier](#) en France, une mesure précédemment abolie en 2012 par l'ancien président François Hollande.

Par ailleurs, les [Syriens établis en France](#) pourront bénéficier de sauf-conduits pour se rendre en Syrie, sans risquer de perdre leur statut de protection internationale, alors que le gel de l'examen des demandes d'asile des ressortissants du pays a été annoncé en décembre.

A [Mayotte](#), en outre-mer, une proposition de loi a été votée pour restreindre le droit du sol, exigeant désormais que les deux parents d'un enfant né à Mayotte résident régulièrement en France depuis trois ans pour que l'enfant obtienne la nationalité (initialement, il suffisait d'un seul parent). Visant à limiter l'immigration sur l'île, l'impact de cette mesure risque d'être faible, sachant que la migration irrégulière vers Mayotte repose sur de nombreux autres facteurs, (économiques, familiaux et sanitaires), qui ne sont pas liés au droit du sol. Par ailleurs, suite aux désastres générés par le passage du cyclone Chido et la destruction de la totalité des

bidonvilles, un arrêté préfectoral [conditionne désormais la vente de tôle à la présentation d'un justificatif de domicile et document d'identité](#), venant compliquer la reconstruction de leurs abris pour les personnes en situation irrégulière.

France/Algérie: dans un contexte [de crise diplomatique aigue](#), le premier ministre français a annoncé une éventuelle [remise en cause des accords bilatéraux régissant le séjour des Algériens en France](#) (datant de 1968) si l'Algérie ne s'empresse pas de faciliter la réadmission de ses ressortissants expulsés par la France.

Espagne: dans le [cadre de la nouvelle réglementation sur l'immigration, des organisations de la société civile font appel devant la Cour Suprême](#), estimant que le texte représente un pas en arrière, et prévoient qu'il laissera plus de 200.000 personnes en situation irrégulière. Dans leur viseur : le délais d'attente aux demandes d'asile qui ne sera pas comptabilisé comme temps de séjour, la reconnaissance des enfants non accompagnés.

Portugal: [une seconde chance sera donnée à 108.000 personnes dont la demande de résidence a été refusée](#), la plupart de ces citoyens

avaient vu leur demande refusée en raison du non-paiement des frais prévus par la loi.

Italie: pour la 3^{ème} fois, la justice italienne a [annulé un transfert de près de 50 demandeurs d'asile vers les « centres de retour » en Albanie](#), renvoyant l'affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui doit se prononcer sur la notion de « pays sûr ».

Royaume-Uni: De nouvelles instructions du gouvernement prévoient que les personnes arrivées de manière irrégulières se verront "en principe" [refuser l'obtention de la nationalité britannique](#). Un [premier recours en justice a été déposé par un réfugié](#).



[30e édition de son rapport annuel sur la migration](#), la Fondation italienne ISMU souligne que le nombre de personnes en situation irrégulière en Italie était en baisse depuis 2019 et rappelle la demande croissante de travailleurs étrangers, notamment dans le secteur du travail domestique.

Intégration - protection

Espagne: Les [chiffres publiés par l'Institut national de la statistique \(INE\)](#) pour l'année 2024 sont venus souligner le rôle crucial de la migration sur le plan démographique, ainsi que dans certains secteurs de l'économie. Pour autant, [le ministère espagnol de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations](#) vient de publier un rapport qui met en lumière les multiples inégalités subies par la population étrangère pour l'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation, l'emploi et le logement. L'objectif de ce rapport est d'encourager les politiques d'inclusion et d'intégration et de lutter contre la xénophobie.

France: La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a [condamné la France pour "absence de protection" d'un mineur guinéen](#). Sa minorité avait été rejetée une première fois, pour finalement être reconnue un an plus tard.

Durant ce laps de temps, le jeune a été livré à lui-même, à la rue.

Dans une récente publication, la [Défenseure des droits s'inquiète de "la dégradation de plus en plus préoccupante de la protection de l'enfance"](#) en France et parmi ces enfants, les enfants étrangers isolés.

De manière général, le budget 2025 prévoit la [suppression de 6.500 places d'hébergement](#), qui risque de gonfler encore davantage le nombre de personnes, exilées ou non, à la rue et qui aura des répercussions économiques dans l'hébergement d'urgence classique.



Rapport « [Enjeux et spécificités de la migration des Mineurs Non Accompagnés tunisiens](#) » qui évoque la situation en France, par l'association ALC (« Agir pour le Lien social et la Citoyenneté »).

Travail

Italie: nouvelle enquête suite à [des allégations d'exploitation par deux entreprises agricoles](#),

pour salaires insuffisants et journées de travail de 15 heures sans jours de repos. Une association

agricole italienne a récemment rappelé le [rôle central de la main d'œuvre étrangère dans le secteur](#), les travailleurs étrangers étant responsables de la production d'au moins un tiers de la nourriture produite dans la région des Pouilles, dans le sud de l'Italie. Par ailleurs, l'Italie a accueilli ses [premiers réfugiés grâce au programme « Couloirs de travail pour les réfugiés »](#), qui offre aux personnes réfugiées qualifiées des voies légales vers l'emploi, selon les besoins du marché du travail. Plus de 100 personnes devraient arriver en Italie d'ici la fin de l'année. Grâce à une nouvelle loi introduite en 2024, l'Italie est l'un des premiers pays à créer une voie sûre et légale leur permettant d'entrer sur le marché du travail italien avec un visa de travail.

Sénégal / Espagne: le [lancement d'un programme de migration temporaire vers l'Espagne a créé la cohue](#) en Gambie et au Sénégal. Plus de 30.000 candidatures ont été déposées pour répondre aux 350 offres d'emploi

espagnoles (les dossiers devaient être déposés en personne).

Grèce: par manque de main d'œuvre, notamment dans l'agriculture et le tourisme, le gouvernement grec a annoncé la [délivrance de 89 290 visas pour les travailleurs étrangers](#) en 2025. Une part conséquente de la main-d'œuvre est déjà constituée de personnes étrangères en situation irrégulière – déboutées du droit d'asile, ou à qui l'on a refusé un permis de séjour – qui



vivent pourtant dans le pays depuis de nombreuses années.

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Tendances mondiales

Etats Unis: fin janvier, le président D.Trump a ordonné par décret un [gel de 90 jours de l'aide étrangère des Etats Unis](#) (à l'exception de l'aide alimentaire d'urgence et l'assistance militaire en Egypte et Israël), provoquant la panique à échelle mondiale et la suspension immédiate de nombreuses opérations d'urgence. Les objectifs

avancés par l'administration sont : le réexamen des programmes actuels, la mise au pas des personnels selon des critères idéologiques, ainsi que la réduction drastique des dépenses. Présente dans 158 pays, l'USAID est de loin le plus grand pourvoyeur de l'aide au développement (42%).

Europe

Allemagne: les [élections législatives](#) ont porté au pouvoir le conservateur Friedrich Merz qui a refusé une alliance avec le parti d'extrême droite, l'Afd, parti qui a pourtant fait un score historique.

Afrique

Union Africaine: Mahamoud Ali Youssouf, jusque-là ministre des affaires étrangères à Djibouti, a été élu nouveau président de la Commission de l'Union africaine (mandat de 4 ans).

Afrique du Nord

Mauritanie: [20 ans de prison requis en appel contre l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz](#), pour avoir abusé de son pouvoir afin

d'amasser une immense fortune. Il avait été condamné à cinq ans de prison en première instance, en décembre 2023.

Afrique de l'Ouest

AES: les trois pays sahéliens ont annoncé la [constitution d'une armée commune](#) pour lutter contre les mouvements djihadistes qui gangrènent la région.

Par ailleurs, on note un [rapprochement diplomatique du Tchad](#) qui multiplie les déclarations amicales vis-à-vis du Niger, Mali et Burkina Faso.

Bénin: nouvelle [attaque, revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, mouvance d'Al-Qaïda au Sahel](#) à la frontière avec le Niger et le Burkina Faso. 28 soldats ont été tués, ainsi que plusieurs dizaines d'assaillants.

Côte d'Ivoire: dans la [perspective des élections présidentielles d'octobre prochain](#), encore beaucoup d'incertitudes: plusieurs candidats déclarés qui sont pourtant inéligibles (dont Laurent Gbagbo), des partis qui n'ont pas encore choisis leur représentant, et le président [actuel A. Ouattara qui fait planer le doute sur son éventuelle candidature](#).

Par ailleurs, la [relation avec le Burkina voisin ne cesse de se tendre](#), même si le dernier incident a été vite désamorcé (arrestation de 3 supplétifs civils de l'armée burkinabé sur un site d'orpaillage): cette frontière cristallise la fracture de la région, chaque événement menace de dégénérer en véritable crise.

Gambie: [l'ex-dictateur Yahya Jammeh](#), en exil en Guinée équatoriale depuis son départ contraint, en 2017, a affirmé son intention de reprendre la tête de son parti et de « régler les comptes ».

Guinée: toujours une grande incertitude autour de l'organisation de [l'élection présidentielle d'ici la fin 2025](#). Par ailleurs, le climat reste tendu pour l'opposition: [prison ferme contre un opposant jugé pour « offense et diffamation »](#) à l'encontre du chef de la junte, Mamadi Doumbouya; annonce de la [suspension de tous les partis non autorisés](#), mais aussi mystérieux [enlèvement d'un militant](#) qui réclame le retour des civils au pouvoir.

Mali: alors que ses [relations bilatérales avec le Ghana se renforcent](#), le Mali est [en crise diplomatique ouverte avec l'Algérie](#), l'accusant de soutenir des « groupes terroristes » dans le

nord du pays et dénonçant la « persistance d'actes d'ingérence ». Pour rappel, l'Algérie s'était positionné en médiatrice pour la paix dans le contexte de la rébellion touareg, mais les accords avaient été rompus en 2024.

Mi-février, [l'effondrement d'une mine d'or a fait 48 victimes mortelles](#), la majorité des femmes. Le site était exploité illégalement. Ce type d'incident est fréquent. Le Mali est l'un des premiers producteurs d'or au monde.

Niger: la Commission nationale des assises recommande une période de [transition minimale de 5 ans pour rétablir la démocratie](#). En 2023, le général Abdourahamane Tiani, annonçait une transition de 3 ans maximum. [L'ONU appelle toujours à la libération du président déchu, Mohammed Bazoum](#), retenu depuis le coup d'état en juillet 2023.

Début février, les autorités ont ordonné [la fermeture des bureaux du Comité International de la Croix Rouge \(CICR\)](#) et le départ immédiat du personnel expatrié.

Nigeria: première économie africaine jusqu'en 2022, le Nigeria s'apprête à [modifier le mode de calcul de son PIB pour y inclure de nouveaux pans d'activité, y compris informelle, cachée ou illégale](#), telle que la prostitution. Aussi, le pays vient de [rejoindre en tant que « pays partenaire » le groupe des « BRICS »](#), collectif d'économies émergentes dirigé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Sénégal: signature fin février d'un [accord entre les autorités du Sénégal et la rébellion indépendantiste de Casamance](#), visant une paix définitive dans la région, théâtre d'un conflit de plus de quarante ans.

Malgré des [comptes publics à la dérive](#), le gouvernement assure qu'il n'aura pas recours à l'austérité et [sollicite la patience des syndicats](#), le temps pour le gouvernement de redresser la situation financière difficile du pays, héritée, selon le premier ministre, de la présidence précédente, qu'il [accuse même d'avoir falsifié des indicateurs économiques](#).

Par ailleurs, le Sénégal et la Mauritanie lancent [l'exploitation de leur gaz commun](#), au large de leurs côtes. Repoussée à plusieurs reprises, l'exploitation du site était très attendue.

Afrique centrale

Tchad: après avoir [remporté les élections législatives](#) et régionales en janvier, le parti au

pouvoir de Idriss Déby a également remporté les [élections sénatoriales](#) fin février.

Afrique de l'Est

Soudan: situation humanitaire qui se dégrade. [L'ONU lance un appel pour lever 6 milliards de dollars](#) pour aider la population. Aussi, le [camp de personnes déplacées de Zamzam](#) - Darfour du Nord-, déjà frappé par la famine, et qui abrite entre 500.000 et 1 million de personnes, est la cible d'affrontements intenses, ce qui a poussé [Médecins Sans Frontières, suivi du Programme Alimentaire Mondial \(PAM\)](#), à quitter la zone. Au Soudan, 8 millions de personnes sont au bord de la famine ; près de 25 millions, soit environ la moitié de la population, souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë.

Soudan du Sud : des [affrontements dans le nord du pays](#) entre l'armée et des « jeunes armés » ont causé des morts et des milliers de déplacés, faisant craindre un nouvel embrasement. L'armée est engagée dans un conflit permanent avec le Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (SPLA/IO), groupe armé lié à Riek Machar, rival du président, Salva Kiir.

Afrique du sud et australe

Ebola: début février, [l'essai du vaccin contre le virus Ebola](#) a démarré en Ouganda.

Mozambique: Les [observateurs de l'UE ont dénoncé](#), dans leur rapport final publié fin janvier, de nombreuses irrégularités parti observées lors du dernier scrutin présidentiel d'octobre. Pour sa part, [Venancio Mondlane](#), principal adversaire du Président Daniel Chapo lors de la présidentielle, est revenu au pays après 2 mois d'exil.

RDC: entre fin janvier et mi-février, le M23, mouvement rebelle congolais, a pris le contrôle des villes de [Goma](#) et de [Bukavu](#) dans l'est du pays, et [poursuit sa conquête de la région du Kivu](#). Pour la première fois, le [conseil de sécurité de l'ONU a condamné le Rwanda](#) pour son appui au M23, réclamant son retrait de la zone. De

manière bilatérale, [plusieurs Etats](#) ont également dénoncé la position rwandaise et pris des sanctions). Le Rwanda nie soutenir le M23 et affirme se défendre contre des miliciens hutus qui combattent aux côtés de l'armée congolaise. Le conflit a poussé en 2 semaines 42.000 personnes, en majorité femmes et enfants vers le Burundi, et 15.000 depuis janvier vers d'autres pays. [L'Unicef](#) dénonce une hausse inquiétante des violences sexuelles et des enlèvements et recrutements d'enfants. Toutes les parties au conflit sont impliquées dans ces crimes. Le gouvernement congolais et l'ONU ont lancé fin février un appel à 2,54 milliards de dollars .

05 | Actualités du RAEMH et du réseau Caritas

A lire !

Un article de nos collègues de Gao sur la situation sécuritaire dans la région, et l'impact sur l'intervention auprès des personnes en mobilité pour la Maison du Migrant, à lire sur le site internet du RAEMH : [Gérer les dynamiques migratoires à Gao : les défis d'intervenir dans un contexte complexe.](#)